voir que l'essentiel de la production, de l'administration et de la vente des produits agricoles se fasse sans que le producteur participe vraiment aux décisions. Le producteur deviendrait alors un simple employé du futur Office, et je doute que ce soit ce que nous voulons. Nos intentions devraient être bien plus progressistes.

On emploie beaucoup à notre époque, l'expression «démocratie industrielle». Ceux que leur travail met en contact avec les usines, les fabriques prétendent, ainsi que certains de nos professeurs d'université, que celui qui effectue le travail devrait maintenant songer à participer aux décisions et aux activités qui influent sur sa vie journalière. C'est ce qu'a fait le cultivateur jusqu'ici, dans de nombreux domaines, bien que, je le répète, il en ait été récompensé par une chute effarante de ses revenus. Nous savons qu'à quelques exceptions près le revenu agricole est toujours loin derrière la moyenne nationale au Canada. En fait, un rapport publié récemment par le Bureau fédéral de la statistique montre qu'entre 1968 et 1969, le revenu agricole en Saskatchewan est tombé de 19.9 p. 100, si je ne me trompe.

Afin de redresser ce genre de situation et d'assurer aux agriculteurs la marge de marchandage qui leur est indispensable, faut-il que le gouvernement leur enlève tout pouvoir de décision à l'égard des procédés de commercialisation et autres questions de leur ressort? Je ne le crois pas. Je le répète, si le bill néglige d'assurer une certaine protection aux agriculteurs, il est à craindre que, dans bien des cas, ils se bornent à se conformer de leur mieux aux décisions prises par les fonctionnaires, les ministres, voire les directeurs des fabriques de conserves qui sont en mesure de prendre ces décisions. La seule chose qui assurera à l'agriculteur une voix dans ce genre d'initiative demeure le processus électoral. L'agriculteur fait partie des milliers de gens qui se trouvent au bas de l'échelle; au haut de l'échelle se retrouve le petit nombre. Seul le processus électoral lui assurera une participation réelle aux décisions.

Il a été question dans ce débat du contrôle de l'offre, et cela pourrait bien faire partie de l'objectif du gouvernement dans cette mesure. Le programme LIFT dans l'Ouest du Canada n'est ni plus ni moins qu'un organisme de contrôle de l'offre; en réalité, c'est la fonction qu'on lui attribue. Pourtant, l'agriculteur n'a pas été appelé à se prononcer lors d'une élection ou d'un plébiscite ou d'une autre manière sur une question qui touche sa vie quotidienne.

L'objectif déclaré du bill est de créer un conseil efficace et compétitif qui assurera la commercialisation des produits de ferme. Il

nous faut un tel organisme, autrement les besoins de la population du Canada ne seront pas satisfaits. Or, outre cet objectif déclaré, le bill devrait prévoir qu'une partie des attributions de ceux qui administrent la loi sera d'améliorer le revenu de l'agriculteur. On peut y arriver en négociant un meilleur prix pour son produit sur les marchés. La réglementation de la qualité et des marchés apporte des avantages au consommateur. Toute réglementation du produit que l'agriculteur expédie au marché ne vise pas à protéger ses intérêts, mais plutôt ceux du consommateur.

• (4.10 p.m.)

Donc, s'il doit s'agir d'un agent de négociation qui aura pour mission d'obtenir un bon prix pour les cultivateurs, le projet de loi doit alors énoncer cet objectif explicitement. Si le projet de loi n'indique pas en toutes lettres que l'organisme aura pour but d'obtenir, par voie de négociations, un bon prix pour les cultivateurs et leur permettre ainsi de toucher un revenu suffisant, j'aurais alors grand peine à appuyer le bill. Pour quelle autre raison un fermier devrait-il se plier à ces règlements qui permettent à un inspecteur, sur la foi d'un simple bout de papier que quelqu'un lui aura remis, de se rendre n'importe quand chez le cultivateur et de vérifier ce qu'il possède, depuis quand il le possède et ce qu'il compte en faire. Si le cultivateur décide de ne pas se conformer à ces règles, il pourra, dans certains cas, se retrouver en prison. Si l'on demande au fermier de se soumettre à pareilles pressions, il devrait, par contre, pouvoir jouir de certains avantages. Tous ce qui intéresse le cultivateur, c'est de pouvoir vendre ses produits à bon prix.

On peut avoir recours à toutes les fariboles et à toutes les fantaisies pour dire qu'il nous faut des exploitations agricoles rentables, efficaces et concurrentielles. On peut prendre la parole à des réunions pour dire tout cela. Puis, quand tout est fini, le cultivateur demande: «Quel sera mon revenu; quel sera le prix du produit et qu'indiquera mon bilan à la fin de l'année?» Voilà ce que le cultivateur veut savoir. Ces renseignements-là ne sont pas contenus dans le bill. Je prétends que c'est l'une des choses importantes qui devraient être étudiées à cet égard. Je veux parler du maintien du revenu. Si, comme le bill le laisse entendre, le cultivateur doit être un animal efficace et concurrentiel, alors il faut aussi lui dire comment il va vivre. Tout bon économiste vous dira, monsieur l'Orateur, que le terme utilisé est celui de «concurrence parfaite». En ce cas, il n'y a pas de contrôle des prix et il faut qu'un produit lutte pour se maintenir sur le marché. Si on pousse la